

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002 Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 24/03/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **NIMERGIE**

kilomètre Delta  
150 avenue Amédée Bolée  
30900 Nîmes

Références : 2026-03-117  
Code AIOT : 0006600637

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement NIMERGIE implanté 1 RUE DE LA CHAUFFERIE ENTREE GAUCHE DU BATIMENT PRINCIPAL 30000 Nîmes. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NIMERGIE
- 1 RUE DE LA CHAUFFERIE ENTREE GAUCHE DU BATIMENT PRINCIPAL 30000 Nîmes
- Code AIOT : 0006600637
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Cette chaufferie produit de la chaleur pour un réseau de chauffage urbain pour des logements, des écoles ainsi que le Centre Hospitalier Universitaire Caremeau. Ce réseau est principalement chauffé via l'usine d'incinération EVOLIA, la chaufferie Nimerge vient en complément si nécessaire. Elle fonctionne principalement l'hiver mais aussi lors des arrêts d'Evolia.

La centrale de production de chaleur fonctionne au gaz naturel et en secours au fioul domestique (FOD). Elle est composée de :

- 1 chaudière mixte gaz / FOD de 11,4 MW
- 1 chaudière au gaz de 14,4 MW
- 1 chaudière mixte gaz / FOD de 22,7 MW
- 1 chaudière au gaz de 14,5 MW
- 1 moteur de cogénération au gaz naturel de 10,8 MW

Soit une puissance thermique nominale de l'installation de 73,8 MW.

#### Thèmes de l'inspection :

- Air
- Équipement sous pression

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
10	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 29/11/2017, article 6.III	Sans objet
2	Caractéristiques des équipements	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1	Sans objet
3	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Sans objet
4	Contrôle de la plaqued'identification des ESP	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI	Sans objet
5	Tableau de nomenclature	Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4	Sans objet
6	Suivi des	Arrêté Préfectoral du 03/01/2020,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	combustibles	article 7	
7	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.1	Sans objet
8	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.3	Sans objet
9	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.7.5	Sans objet
11	Bruit	Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.4.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur le suivi des rejets atmosphériques, les appareils à pression ainsi qu'un point sur le sujet du bruit et des rejets aqueux.

L'exploitant fait réaliser le suivi réglementaire périodique de ces rejets atmosphériques par un organisme agréé. Les résultats obtenus sont conformes.

Il réalise également une surveillance en continu des NOx et du CO émis par les chaudières et le moteur de cogénération. Les résultats de cette surveillance en continu ne montre pas de dépassements des valeurs limites d'émissions.

L'exploitant s'appuie sur des prestataires pour la calibration des appareils de mesures et l'intégration des corrections à apporter aux valeurs brutes mesurées.

L'exploitant doit veiller à ce que l'entretien des trois séparateurs d'hydrocarbures soit fait a minima une fois par an.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/11/2017, article 6.III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des appareils à pression
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste a la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils a pression.</p>

<b>Constats :</b>
La liste présentée le jour de l'inspection répond aux dispositions de l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017 avec pour chaque équipement le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification periodique.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Caractéristiques des équipements

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle sur site de la situation des Équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>
Les dispositions du présent arrêté s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression et des récipients à pression simples définis au I de l'article R. 557-14-1 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b>
L'équipement contrôlé est un réservoir fabriqué par NEUENHAUSER KOMPRESSORENBAU en 2016 avec : -une pression de service de 33 bar, -un volume de 2000 L, -contenant un gaz de groupe 2 ; l'air.
La dernière requalification périodique date du 02/08/2016, la prochaine doit être réalisée le 02/08/2026 (soit une périodicité de 120 mois). La dernière inspection périodique date du 08/10/2024, la prochaine devra être faite au maximum le 08/10/2028, soit 48 mois après la précédente.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle documentaire
<b>Prescription contrôlée :</b>
I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un

<p>essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;</p> <p>2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide.</p> <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté,</p> <p>Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté la dernière inspection périodique en date du 08/10/2024 réalisée par le bureau APAVE, sans observation. L'inspection précédente date du 20 octobre 2020, le délai réglementaire entre les deux dernières inspections a bien été respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Contrôle de la plaqued'identification des ESP**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 3.VI</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle visuel des équipements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>VI. - Les équipements sont installés et exploités dans des conditions permettant la réalisation ultérieure des opérations d'entretien et de contrôle prévues par le présent arrêté, et le cas échéant par la notice d'instructions.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, il a été constaté le bon état visuel et l'accessibilité de l'équipement ainsi que la présence de la plaque d'identification.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Tableau de nomenclature**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rubrique 2910</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW (Chaudière d'une puissance thermique nominale de 73,8 MW) :</p> <p>Chaudière, fonctionnant au gaz naturel et en secours au fioul domestique (FOD), constituée de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chaudière n°1 mixte gaz / FOD de 11,4 MW</li> <li>- chaudière n°2 gaz de 14,4 MW</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- chaudière n°3 mixte gaz / FOD de 22,7 MW</li> <li>- chaudière n°4 au gaz de 14,5 MW- moteur de cogénération au gaz naturel de 10,8 MW</li> </ul> <p>Soit une puissance thermique nominale de l'installation de 73,8 MW</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Actuellement seules les chaudières 1, 3 et 4 ainsi que la cogénération sont pleinement opérationnelles.</p> <p>Le moteur de cogénération a été démarré le 31 octobre 2025 et a fonctionné 24h/24 depuis et ce jusqu'au 31 mars 2026.</p> <p>Suite à un percement des tubes intérieurs de la chaudière n°2 et une impossibilité de remplacer les pièces défectueuses, cette dernière est uniquement utilisée en ultime secours.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Suivi des combustibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/01/2020, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Utilisation du FOD</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Modification de l' article 4.5 de l'AP n° 17-050N du 27 mars 2017 relatif a la limitation des rejets atmosphériques.</p> <p>L'article 4.5 est ainsi remplacé :</p> <p>Les chaudières fonctionnent au gaz naturel. Le fioul domestique (FOD) n'est utilisé qu'en écrétagé des consommations de gaz naturel, par grand froid ou en secours, soit un fonctionnement inférieur à 240 heures par an.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les chaudières 1 et 3 peuvent fonctionner au gaz et au fioul domestique.</p> <p>Le site suit les heures de fonctionnement des brûleurs avec chaque combustible et possède également une jauge des volumes de FOD consommés et des compteurs d'énergie produite.</p> <p>Pour 2025 il n'y a pas eu d'utilisation de FOD.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Rejets atmosphériques**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE chaudières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 4.5.2.1. Chaudières n°s 1 à 3 et 4.5.2.2 Chaudière 4 : Cf tableaux de VLE</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de contrôle DEKRA en date du 6 mars 2025 pour une intervention entre le 21 et 29 janvier 2025 ne montre pas de dépassement des valeurs limites d'émissions sur les chaudières.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.5.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, VLE moteur
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.5.2.3. - Moteur de cogénération Polluants Gaz Naturel Oxydes de soufre (en équivalent SO <sub>2</sub> ) 10 mg/N.m <sup>3</sup> Oxydes d'azote (en équivalent NO <sub>2</sub> ) 95 mg/N.m <sup>3</sup> Poussières 10 mg/N.m <sup>3</sup> Monoxyde de carbone (exprimé en CO) 100 mg/N.m <sup>3</sup> Hydrocarbures aromatiques polycycliques 0,1 mg/N.m <sup>3</sup> Formaldéhyde 15 mg/N.m <sup>3</sup> Cadmium (Cd), mercure (Hg) et thallium (Tl) et leurs composés 0,05 mg/N.m <sup>3</sup> par métal 0,1 mg/N.m <sup>3</sup> pour la somme exprimée en (Cd+Hg+Tl) Arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés 1 mg/N.m <sup>3</sup> exprimée en (As+ Se+Te) Plomb (Pb) et ses composés 1 mg/N.m <sup>3</sup> exprimée en Pb Métaux et composés de métaux somme de: Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn 20 mg/N.m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b>  Pour le moteur de cogénération, le rapport de contrôle DEKRA en date du 6 mars 2025 avec une intervention entre le 21 et 29 janvier 2025 montre des valeurs limites d'émissions respectées pour les polluants mesurés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Rejets atmosphériques**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/03/2017, article 4.7.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs validées
<b>Prescription contrôlée :</b>  Article 4.7.5. - Respect des valeurs limites d'émission. Dans le cas de mesures en continu, les valeurs limites d'émission fixées ci-dessus sont considérées comme respectées si l'évaluation des résultats de mesure fait apparaître que, pour les heures d'exploitation au cours d'une année civile, toutes les conditions suivantes ont été respectées : - aucune valeur mensuelle moyenne validée ne dépasse les valeurs limites d'émission fixées ci-dessus; - aucune valeur journalière moyenne validée ne dépasse 110 % des valeurs limites d'émission fixées ci-dessus ; [...]
<b>Constats :</b>  Les rapports de synthèse réalisés pour les trimestres T1, T2 et T3 de 2025 ont été présentés.



Aucun dépassement de VLE n'a été constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 3.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance du débourbeur séparateur d'hydrocarbures
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le décanteur- séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. [...]
<b>Constats :</b>  Le site est équipé de 3 séparateurs d'hydrocarbures par lesquels transitent les eaux pluviales et les eaux industrielles qui correspondent notamment aux eaux de nettoyage des sols, vidanges des chaudières. Ces rejets font l'objet d'une autorisation de déversement entre le réseau public collectif d'eaux usées de Nîmes Métropole et l'exploitant. Celui-ci a transmis la convention de rejet par mail du 04 mars 2026.  Concernant les séparateurs d'hydrocarbure, l'exploitant a présenté la facture pour l'intervention de la société SARP, le 24 janvier 2025. La précédente intervention date de septembre 2022. L'exploitant doit veiller à respecter le délai d'un an maximum pour l'entretien périodique de ses équipements.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet le devis signé pour le nettoyage de ses séparateurs d'hydrocarbures et la facture attestant de la bonne intervention de la société engagée.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

**N° 11 : Bruit**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 27/03/2017, article 7.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
<b>Prescription contrôlée :</b>  Lorsque le niveau de bruit ambiant, incluant les bruits des installations, est supérieur à 45 dB(A), les bruits émis par les installations ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure à :

-5 dB(A) pour la période allant de 7h à 22h sauf dimanches et jours fériés.  
-3 dB(A) pour la période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés.

De plus le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne doit pas dépasser, lorsqu'elle es en fonctionnement, les valeurs du tableau ci-après:

-70 dB(A) en période de jour,  
-60 dB(A) en période de nuit, dimanches et jours fériés.

[...]

**Constats :**

Le rapport de mesure du niveau de bruit présenté date du 29 janvier 2025. Les niveaux de bruit mesurés en limite de propriété et en zone à émergence règlementée sont conforme à la prescription cité ci-dessus.

**Type de suites proposées :** Sans suite